**Département**
**du Haut-Rhin**

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE RIBEAUVILLÉ
1 Rue Pierre de Coubertin
68150 RIBEAUVILLÉ

**********

**N° : 2025.2.27**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**
**DU CONSEIL DE COMMUNAUTE**
**********

**Nb de membres en exercice** :
31

**Nb de présents** :
24

**Nb d'absents :**
7
- *dont suppléés :* 1
- *dont représentés :* 2

**Votants :**
27
- *dont « pour » :* 27
- *dont « contre » :* 0
- *dont abstention :* 0

Séance du 3 avril 2025
Sous la Présidence de M. Umberto STAMILE

**OBJET : RAPPORT ANNUEL 2024 SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC)**

**POINT 6.5 DE L'ORDRE DU JOUR**

Depuis l'arrêté préfectoral du 22 février 2012, la compétence « Assainissement Non Collectif » (ANC) est déléguée au niveau intercommunal à la Communauté de Communes du Pays de Ribeauvillé par ses communes membres.

Le SPANC assure ses missions dans les 16 communes de la Communauté de Communes.

Il a pour vocation principale le contrôle des installations privatives d'Assainissement Non Collectif des habitations ou autres locaux assimilés, et non raccordés à un réseau public d'assainissement collectif.

Le rapport annuel pour l'exercice 2024 présente un bilan d'activité, le coût du service, la performance environnementale ainsi que les projets, travaux, actions ou évolutions du service.

**LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,**

**SUR PROPOSITION** des Commissions Réunies en leur séance du 27 mars 2025 ;

**SUR** les exposés préalables résultant de la note explicative de synthèse ;

**Et**

**Après** en avoir délibéré,

***1° PREND ACTE***

- *du rapport annuel pour l'exercice 2024 sur le prix et la qualité du service SPANC ci-annexé ;*

***ADOPTE A L'UNANIMITE***

Pour extrait conforme
A Ribeauvillé, le 7 avril 2025

Le Président,

M. Umberto STAMILE

La Secrétaire de séance,

Mme Elisabeth SCHNEIDER

*Le Président certifie le caractère exécutoire de cette décision conformément à l'article L 2131-1 et L 2131-2-1 du CGCT compte tenu de sa publication et de sa transmission au représentant de l'Etat effectués en date du 7 avril 2025 et informe que celle-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de cette date.*

REÇU EN PREFECTURE
le 07/04/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-068-246800577-20250403-2025_2_27-D

# Service Public d'Assainissement Non Collectif
(SPANC)

# Rapport annuel
# sur le prix et la qualité du service

# 2024

Références règlementaires :

- Décret n° 2015-1820 du 29 décembre 2015 relatif aux modalités de transmission du rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) de l'eau potable et de l'assainissement
- Loi n°2015-991 du 07/08/15 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe)
- Décret n°2007-675 du 02/05/07 (indicateurs de performance)
- Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) : articles L2224-5 et D2224-1à 5

A noter que les informations sur fond gris (notamment des indicateurs) sont obligatoires au titre du décret.

Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur, la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site www.services.eaufrance.fr

REÇU EN PREFECTURE
le 07/04/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-068-246800577-20250403-2025_2_27-D

# Table des matières


## I – Présentation générale du service

I.1 Institution
I.2 Champ d'application territorial
I.3 Mode de gestion
I.4 Missions
I.5 Nombre d'installations d'ANC
I.6 Taux de couverture territorial

## II – Bilan d'activité

II.1 Contrôles
II.2 Autres missions réalisées

## III – Bilan financier

II.1 Rappels concernant le budget du SPANC
III.2 Dépenses et recettes

## IV – Performance environnementale du service

## V – Projets, travaux, actions ou évolutions du service



REÇU EN PREFECTURE
le 07/04/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-068-246800577-20250403-2025_2_27-D

# I - Présentation générale du service

## I.1 Institution

Depuis l'arrêté préfectoral du 22/02/12, la compétence « ANC » est déléguée au niveau intercommunal à la Communauté de Communes du Pays de Ribeauvillé par ses communes membres.

Extrait des statuts modifiés de la Communauté de Communes :

*« III. LES COMPETENCES FACULTATIVES*
*1-ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF »*

Par délibération du Conseil Communautaire du 05/07/12, le SPANC a été créé avec les caractéristiques suivantes :

* **Compétences :**

- Contrôle des installations nouvelles et existantes (conception, réalisation et fonctionnement)
- Assistance et conseil aux usagers et personnes morales de droit public pour l'entretien, le fonctionnement ou la réhabilitation (conception, réalisation).

***Financement et budget:**

- Budget annexe nomenclature M49 non soumis à TVA (articles L2224-8 et L2224-9 du CGCT).
  Ce budget sera voté lors du prochain conseil
- Redevances :
  -pour les contrôles et les frais exposés
  -pour les prestations de conseils et assistance « assainissement » aux communes et syndicats de la CCPR
- Subventions

***Règlement de service** : régira les relations entre service et usagers

## I.2 Champ d'application territorial

Le SPANC assure ses missions dans les 16 communes de la Communauté de Communes à savoir : Aubure, Bennwihr, Beblenheim, Bergheim, Hunawihr, Guémar, Illhaeusern, Mittelwihr, Ostheim, Ribeauvillé, Riquewihr, Rodern, Rorschwihr, Saint Hippolyte, Thannenkirch et Zellenberg

Zonage d'assainissement :
Le zonage d'assainissement a été réalisé dans toutes les communes sauf dans la Commune d'Illhaeusern

| | Date d'approbation du projet de zonage d'asst (avant l'enquête publique) | Date d'approbation du projet de zonage d'asst (après l'enquête publique) |
|---|---|---|
| **AUBURE** | 25/02/05 | 02/07/05 |
| **BEBLENHEIM** | 04/07/05 | |
| **BENNWIHR** | 25/07/05 | 20/11/06 |
| **BERGHEIM** | 12/09/05 | |
| **GUEMAR** | 05/09/05 | 18/12/06 |
| **HUNAWIHR** | 27/10/05 | 07/12/06 |
| **ILLHAEUSERN** | Zonage non réalisé | |
| **MITTELWIHR** | | |
| **OSTHEIM** | 28/10/05 | |
| **RIBEAUVILLE** | 14/11/05 | |
| **RIQUEWIHR** | 15/12/05 | 07/12/06 |
| **RODERN** | 23/08/05 | 18/01/07 |
| **RORSCHWIHR** | 25/07/05 | |
| **SAINT HIPPOLYTE** | 12/09/05 | 11/12/06 |
| **THANNENKIRCH** | 05/03/01 | 15/01/07 |
| **ZELLENBERG** | 24/10/05 | |

Nota : suite aux recensements et investigations (contrôles) effectués par le SPANC depuis 2012, des « incohérences » du zonage d'assainissement dans certaines communes ont été relevé. Les « ajustages » nécessaires doivent se faire au moyen d'une enquête publique.

REÇU EN PREFECTURE
le 07/04/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-068-246800577-20250403-2025_2_27-D

Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) :

Il n'existe pas de CCSPL sur le territoire étant donné que la Communauté de Communes du Pays de Ribeauvillé constitue un établissement public de coopération intercommunale de moins de 20 000 habitants.

## I.3 Mode de gestion

Le SPANC est exploité en régie directe conformément aux articles L1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Moyens humains :

Le SPANC est constitué d'un technicien en assainissement **à temps partiel** (environ 8,4 % en 2024) chargé des contrôles et du fonctionnement général du service. Le complément du temps partiel du technicien est effectué au service « Environnement » de la Communauté de Communes.

L'activité du SPANC fait intervenir d'autres agents et services de la Communauté de Communes (responsable du service Environnement (encadrement), service « Finances » (comptabilité), service « Communication », Accueil).

Autres moyens :

- Véhicule de service (ou à défaut véhicule personnel (ordre de mission permanent))
- Matériels d'intervention pour les contrôles (ou l'assistance sur site) :
  - Habillement
  - Matériels d'hygiène et sécurité (chaussures de sécurité, gants, …)
  - Matériels d'ouverture/fermeture (pioche, pied de biche, …)
  - Matériels d'observation, de mesure et de contrôle (appareil photo, lampe torche, mètre-ruban, …)
- Bureau avec outils de gestion et de communication :
  - Téléphone (portable)
  - Ordinateur + Logiciels (correspondance, rapports, factures, …)
  - Accès au réseau Internet (site officiel de l'ANC, cadastre, …)
  - SIG

## I.4 Missions du service

Missions assurées par le SPANC :

Mission obligatoire :

☑ Contrôle des installations d'ANC

Missions facultatives possibles :

☑ Assistance à la conception (neuf, réhabilitation) et à l'entretien
☑ Organisation et animation d'une opération groupée de réhabilitation subventionnée par l'AERM
☐ Entretien des installations d'ANC (ex : coordination d'une opération groupée)
☐ Traitement des matières de vidange
☐ Réalisation des installations d'ANC à la demande de propriétaires (dans le cadre d'un permis de construire)
☐ Réhabilitation des installations d'ANC à la demande de propriétaires

La mission obligatoire de contrôle :

Le SPANC a pour vocation principale le contrôle des installations privatives d'ANC des habitations ou autres locaux assimilés et non raccordés à un réseau public d'assainissement collectif.

Selon l'arrêté du 22/06/07, la mission de contrôle peut concerner d'éventuelles installations d'ANC recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5 (soit 20 équivalents-habitants). Ces installations sont identifiées au fur et à mesure par le SPANC.

La mission de contrôle dépend de la situation :

- Pour les projets d'installation d'ANC neuve ou les réhabilitations d'installations d'ANC existantes, il s'agit d'un contrôle dit de conception (sur dossier) suivi d'un contrôle dit d'exécution (sur site).
- Pour les installations d'ANC existantes, il s'agit d'un contrôle-diagnostic périodique (sur site) selon une fréquence qui dépend de la situation de l'installation d'ANC, et qui est définie dans le règlement du SPANC actualisé le 01/12/2022.

Pour rappel, depuis le 01/01/11, en cas de vente, le propriétaire doit demander ce contrôle-diagnostic au SPANC (s'il n'a pas encore été effectué) afin de l'annexer au dossier technique de la vente. Ce contrôle-diagnostic est valable 3 ans après sa réalisation.

REÇU EN PREFECTURE
le 07/04/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-068-246800577-20250403-2025_2_27-D

Les missions facultatives :

Conformément à la délibération du Conseil Communautaire du 05/07/12 portant création du SPANC, il est prévu une mission d'*« assistance et de conseil aux usagers et personnes morales de droit public, pour l'entretien, le fonctionnement ou la réhabilitation (conception, réalisation) ».*

Indicateur de mise en œuvre de l'ANC du SPANC pour l'année 2024 : 100

Il s'agit de l'indicateur descriptif D302.0 qui permet d'apprécier l'étendue des prestations assurées par le service.

Il se calcule en faisant la somme des points indiqués dans les tableaux A et B ci-dessous. Le tableau B n'est pris en compte que si le total obtenu pour le tableau A est égal à 100.

| A – Éléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du service | | |
|---|---|---|
| **20** | Délimitation des zones d'ANC par une délibération | Oui (juste Illhaeusern non effectué, en cours) |
| **20** | Application d'un règlement du SPANC approuvé par une délibération | Oui |
| **30** | Pour les installations neuves ou à réhabiliter, délivrance de rapports de vérification de l'exécution évaluant la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires, conformément à l'article 3 de l'arrêté du 27/04/12 relatif à l'exécution de la mission de contrôle des installations d'ANC | Oui |
| **30** | Pour les autres installations, délivrance de rapports de visite établis dans le cadre de la mission de contrôle du fonctionnement et de l'entretien, conformément à l'article 4 de l'arrêté susmentionné | Oui |
| B – Éléments facultatifs pour l'évaluation de la mise en œuvre du service | | |
| ~~**10**~~ | Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire l'entretien des installations | Non |
| ~~**20**~~ | Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations | Non |
| ~~**10**~~ | Existence d'un service capable d'assurer le traitement des matières de vidange | Non |

## I.5 Nombre d'installations d'ANC :

Au 31/12/2024, le nombre total d'installations d'ANC comptabilisé par le SPANC s'élève à 748 installations (voir tableau ci-après)

Ce nombre comprend essentiellement des installations d'ANC situées dans la zone « ANC » du zonage d'assainissement des communes (y compris la commune d'Illhaeusern où le zonage d'assainissement n'a pas encore été étudié et approuvé).

Il comprend également 27 installations d'ANC situées en zone « AC » dans certaines communes, ceci pour les raisons suivantes :

- Secteurs non encore desservis par le réseau public d'assainissement collectif
- Locaux exonérés (par arrêté municipal) de l'obligation de raccordement au réseau public d'assainissement collectif du fait de la difficulté de raccordement
- Locaux bénéficiant d'une prolongation de délai (par arrêté municipal) pour le raccordement au réseau public d'assainissement collectif (cela peut notamment être le cas d'une construction neuve qui a mis en place une installation d'ANC conforme ; dans cette situation, le propriétaire peut bénéficier d'une prolongation de 10 ans après la date de délivrance du permis de construire)

REÇU EN PREFECTURE
le 07/04/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-068-246800577-20250403-2025_2_27-D

A noter que :

- ce nombre ne prend en compte que les installations d'ANC « actives » et ne tient pas compte des installations d'ANC « inactives » en l'occurrence ceux des entités vacantes (logements non habitables, abandonnés, sinistrés,…)
- une installation d'ANC peut concerner plusieurs logements ou autres entités (regroupement, immeuble collectif)

Le nombre d'installations d'ANC recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5 (soit 20 équivalents-habitants) est estimé à environ 42 installations.

| | **Nombre total** d'installations d'ANC (en zone d'ANC et en zone d'AC) | **Dont** nombre d'installations d'ANC **"pérennes" (situées en zone d'ANC)** | Dont nombre d'installations d'ANC **"provisoires" (situées en zone d'AC)** desservi ou en attente de desserte par un réseau public d'assainissement collectif non contrôlées et non suivies par le SPANC | Nombre d'installations d'ANC **> 20 EH** |
|---|---|---|---|---|
| **AUBURE** | 16 | 12 | 4 | 0 |
| **BEBLENHEIM** | 12 | 12 | 0 | 0 |
| **BENNWIHR** | 2 | 2 | 0 | 0 |
| **BERGHEIM** | 28 | 27 | 1 | 2 |
| **GUEMAR** | 112 | 112 | 0 | 7 |
| **HUNAWIHR** | 3 | 3 | 0 | 0 |
| **ILLHAEUSERN** | 325 | 325 | 0 | 16 |
| **MITTELWIHR** | 2 | 0 | 2 | 0 |
| **OSTHEIM** | 22 | 21 | 1 | 3 |
| **RIBEAUVILLE** | 111 | 106 | 5 | 8 |
| **RIQUEWIHR** | 36 | 36 | 0 | 3 |
| **RODERN** | 13 | 9 | 4 | 1 |
| **RORSCHWIHR** | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **SAINT HIPPOLYTE** | 15 | 14 | 1 | 0 |
| **THANNENKIRCH** | 50 | 41 | 9 | 2 |
| **ZELLENBERG** | 1 | 1 | 0 | 0 |
| | **748** | **721** | **27** | **42** |

REÇU EN PREFECTURE
le 07/04/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-068-246800577-20250403-2025_2_27-D

## I.6 Taux de couverture territorial

Le nombre d'habitants ou population desservie par le SPANC est évaluée à 1 675 habitants.

Il s'agit de l'indicateur descriptif D301.0.
Sa valeur résulte de la formule ci-dessous (voir calculs dans le tableau ci-dessous)

| Nombre de résidences principales en zone d'ANC x Nombre moyen de personnes par ménage |
|---|

- Le nombre de résidences principales en zone d'ANC a été déterminé en croisant les données cadastrales avec les informations recueillis sur site ou auprès des mairies (source : contrôles SPANC)
- Le nombre moyen de personnes par ménage par commune (source : SCOT MVR)

A noter que la valeur de cette population ne prend donc pas en compte les résidences secondaires, les logements vacants ou les autres entités (entreprises, locaux associatifs, …)

Ainsi, le taux de couverture du territoire de la Communauté de Communes du Pays de Ribeauvillé par l'ANC est estimé à 9,18 % (population en ANC rapportée à la population totale du territoire couvert par le SPANC).

| Commune | Nombre d'habitants (population totale au 01/01/24 (source : INSEE déc 2024)) | Nombre de personnes par ménage (source : INSEE 2022) | Nombre total d'installations d'ANC | Nombre d'installations d'ANC "pérennes" (situées en zone d'ANC) | Nombre de logements en ANC | Nombre d'autres entités en ANC | Nombre total d'entités en ANC | Nombre RP en ANC | Nombre RS en ANC | Nombre (LO (location) + LV + Autres entités) en ANC | Population concernée par l'ANC |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Population | | Usagers | | | | | | | | |
| | Données générales | | ANC | | | | | | | | |
| AUBURE | 363 | 2.40 | 16 | 12 | 16 | 0 | 16 | 4 | 6 | 6 | 10 |
| BEBLENHEIM | 938 | 2.20 | 12 | 12 | 17 | 1 | 18 | 13 | 0 | 4 | 29 |
| BENNWIHR | 1 373 | 2.40 | 2 | 2 | 4 | 1 | 5 | 2 | 0 | 2 | 5 |
| BERGHEIM | 2 072 | 2.20 | 28 | 27 | 28 | 10 | 38 | 22 | 1 | 5 | 48 |
| GUEMAR | 1 432 | 2.40 | 112 | 112 | 131 | 22 | 153 | 124 | 1 | 6 | 298 |
| HUNAWIHR | 587 | 2.20 | 3 | 3 | 6 | 0 | 6 | 6 | 0 | 0 | 13 |
| ILLHAEUSERN | 727 | 2.50 | 325 | 325 | 391 | 26 | 417 | 363 | 1 | 27 | 908 |
| MITTELWIHR | 842 | 2.30 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| OSTHEIM | 1 660 | 2.40 | 22 | 21 | 23 | 3 | 26 | 23 | 0 | 0 | 55 |
| RIBEAUVILLE | 4 670 | 2.10 | 111 | 106 | 105 | 9 | 114 | 73 | 25 | 7 | 153 |
| RIQUEWIHR | 1 061 | 2.20 | 36 | 36 | 39 | 4 | 43 | 17 | 11 | 11 | 37 |
| RODERN | 381 | 2.40 | 13 | 9 | 15 | 1 | 16 | 14 | 1 | 0 | 34 |
| RORSCHWIHR | 367 | 2.40 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SAINT HIPPOLYTE | 980 | 2.20 | 15 | 14 | 17 | 0 | 17 | 15 | 1 | 1 | 33 |
| THANNENKIRCH | 469 | 2.20 | 50 | 41 | 48 | 3 | 51 | 23 | 34 | -9 | 51 |
| ZELLENBERG | 319 | 2.10 | 1 | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 2 |
| Totaux | 18 241 | | 748 | 721 | 841 | 80 | 921 | 700 | 81 | 60 | 1 675 |
| | | | | | | | | | | Taux de couverture territorial en ANC | 9.18% |

REÇU EN PREFECTURE
le 07/04/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-068-246800577-20250403-2025_2_27-D

# II - Bilan d'activité

## II.1 Contrôles :

Le tableau ci-dessous récapitule les contrôles effectués en 2024, ceci par type et par commune.

## II.2 Autres missions réalisées :

• Tâches connexes obligatoires du SPANC :

- Veille règlementaire et technique
- Suivi budgétaire
- Elaboration du rapport annuel

• Assistance et conseil aux propriétaires (conception, réalisation, entretien) :

L'assistance à la conception est quasi systématique dans les situations suivantes :

- dans l'optique d'une demande de permis de construire.
- dans la cadre des réhabilitations obligatoires :
  - suite à une vente immobilière, dans un délai de 1 an pour le propriétaire-acquéreur
  - suite au contrôle-diagnostic périodique (ANC non conforme avec danger pour la santé des personnes), dans un délai de 4 ans pour le propriétaire

| Contrôle-diagnostic initial des dispositifs d'ANC existants (à effectuer obligatoirement avant le 31/12/12) | Contrôle-diagnostic des dispositifs d'ANC existants effectué dans le cadre du contrôle périodique obligatoire | Contrôle-diagnostic des dispositifs d'ANC existants effectué dans l'optique d'une vente | Contrôle-diagnostic des dispositifs d'ANC existants effectué suite à un dysfonctionnement majeur constaté | **Contrôles-diagnostics** | Contrôle de conception de dispositifs d'ANC projetés dans l'optique d'une demande de permis de construire | Contrôle de conception de dispositifs d'ANC projetés dans le cadre de l'obligation de travaux de réhabilitation suite au CDp | Contrôle de conception de dispositifs d'ANC projetés dans le cadre de l'obligation de travaux de réhabilitation suite au CDv | Contrôle de conception de dispositifs d'ANC projetés dans le cadre de l'obligation de travaux de réhabilitation suite au CDd | Contrôle de conception de dispositifs d'ANC projetés dans le cadre de travaux de réhabilitation (non obligatoires) | **Contrôles de conception** | Contrôle de conception et d'exécution de dispositifs d'ANC mis en œuvre dans le cadre d'un permis de construire | Contrôle de conception et d'exécution de dispositifs d'ANC mis en œuvre dans le cadre de l'obligation de travaux de réhabilitation suite au CDp | Contrôle de conception et d'exécution de dispositifs d'ANC mis en œuvre dans le cadre de l'obligation de travaux de réhabilitation suite au CDv | Contrôle de conception et d'exécution de dispositifs d'ANC mis en œuvre dans le cadre de l'obligation de travaux de réhabilitation suite au CDd | Contrôle de conception et d'exécution de dispositifs d'ANC mis en œuvre dans le cadre de travaux de réhabilitation (non obligatoires) | **Contrôles d'exécution** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **CDi** | **CDp** | **CDv** | **CDd** | **CD** | **CCn** | **CCrp** | **CCrv** | **CCd** | **CCrs** | **CC** | **CEn** | **CErp** | **CErv** | **CEd** | **CErs** | **CE** |
| **Contrôles-diagnostics** | | | | | **Contrôles de conception** | | | | | | **Contrôles d'exécution** | | | | | |
| ***Contrôles 2024*** | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 0 | | | | | | 0 | | | | | | 0 |
| | | | | 0 | | | | | | 0 | | | | | | 0 |
| | | | | 0 | | | | | | 0 | | | | | | 0 |
| | | | | 0 | | | 1 | | | 1 | | | | | | 0 |
| | | 1 | | 1 | | | | | | 0 | | | | | | 0 |
| | | | | 0 | | | | | | 0 | | | | | | 0 |
| | | 5 | | 5 | 4 | | 1 | | 1 | 6 | | | | | | 0 |
| | | | | 0 | | | | | | 0 | | | | | | 0 |
| | | | | 0 | | | | | | 0 | | | | | | 0 |
| | | 3 | | 3 | | | 1 | | | 1 | | | | | 1 | 1 |
| | | | | 0 | | | | | | 0 | | | | | | 0 |
| | | | | 0 | | | | | | 0 | | | | | | 0 |
| | | | | 0 | | | | | | 0 | | | | | | 0 |
| | | | | 0 | | | | | | 0 | | | | | | 0 |
| | | 2 | | 2 | | | | | 1 | 1 | | | | | | 0 |
| | | | | 0 | | | | | | 0 | | | | | | 0 |
| 0 | 0 | 11 | 0 | **11** | 4 | 0 | 3 | 0 | 2 | **9** | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | **1** |
| **21** | | | | | | | | | | | | | | | | |

REÇU EN PREFECTURE
le 07/04/2025
Application agréée E-legalite.com
SPANC CCPR - RPQS 2024
99_DE-068-246800577-20250403-2025_2_27-D

# III – Bilan financier (coût du service)

## III. 1 Rappels concernant le budget du SPANC

Le SPANC constitue un SPIC **(Service Public à caractère Industriel et Commercial)** au sens des articles L2224-1 et L2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

En conséquence :

- Les dépenses et les recettes doivent faire l'objet d'un budget annexe spécifique et propre au SPANC, séparé du budget général ou tout autre budget (budget « assainissement collectif »)
  Toutefois, lors de la création d'un SPANC et pour une durée limitée aux 5 premiers exercices, la prise en charge de dépenses par le budget général est possible.
- Le budget du SPANC doit être équilibré en dépenses et en recettes
  Toutefois, après la création d'un budget annexe, la prise en charge de dépenses par le budget général est possible pour l'une des raisons suivantes :
  1° Lorsque les exigences du service conduisent à imposer des contraintes particulières de fonctionnement
  2° Lorsque le fonctionnement du service exige la réalisation d'investissements qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers, ne peuvent être financés sans augmentation excessive des tarifs
  3° Lorsque, après la période de réglementation des prix, la suppression de toute prise en charge par le budget général aurait pour conséquence une hausse excessive des tarifs.
  Cette prise en charge ne peut se traduire par la compensation pure et simple d'un déficit de fonctionnement.
- Les dépenses du SPANC doivent être financées par les usagers au travers de la mise en place de redevances.
- Les recettes issues des redevances doivent être affectées exclusivement au financement des dépenses du SPANC.
- Les redevances, qui sont directement facturés aux usagers, doivent trouver leur contrepartie dans les prestations fournies par le service et leurs montants doivent respecter le principe d'égalité des usagers devant le service

Le budget du SPANC a été institué au 01/01/13.
En vertu de l'article L1412-1 du CGCT, il fonctionne selon une comptabilité de type M49 et n'est pas soumis au régime de la TVA.
Le SPANC est donc exploité en régie directe dotée d'une autonomie financière et d'une personnalité morale (budget et comptabilité propres et indépendants de ceux de la Communauté de Communes).

Afin de couvrir les frais du service, le Conseil Communautaire avait actualisé par délibération du 01/12/2022 les redevances mentionnées dans le tableau ci-dessous.

Il s'agit de :
- Redevances pour les contrôles
- Redevances constitutives de frais de fonctionnement pour le service (contre-visites, relances)

Afin de respecter le principe d'égalité des usagers devant le service, 2 types de redevances ont été institués :
- Redevance portant sur le contrôle de conception et d'exécution des systèmes d'ANC neufs ou réhabilités
- Redevance portant sur le diagnostic des systèmes d'ANC existants

A noter qu'il a été décidé que l'assistance aux usagers (de nature et de durée très variable d'une situation à l'autre) ne fasse pas l'objet d'une redevance mais que celle-ci soit apportée aux usagers par le SPANC dès qu'elle est sollicitée et possible.

REÇU EN PREFECTURE
le 07/04/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-068-246800577-20250403-2025_2_27-D

**TARIFS DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC)**
*à compter du 1er janvier 2023*

| | | Règlement du 05/07/2012 | A compter du 01/01/2023 |
|---|---|---|---|
| **Redevances de Contrôle-Diagnostic (CD)**<br>*(vérification du fonctionnement et d'entretien, en référence à l'art. 4 de l'arrêté du 27/04/12 relatif aux modalités de contrôle d'ANC et à l'art. L2224-8 du CGCT)* | | | |
| CDp | Contrôle-Diagnostic périodique<br>(déclenché par le SPANC selon l'état de conformité et la nature de l'installation d'ANC) | 90 € | 105 € |
| CDv | Contrôle-diagnostic dans le cadre d'une vente immobilière<br>(à la demande du propriétaire-vendeur ou son mandataire) | | |
| CDd | Contrôle-diagnostic dans le cadre de nuisances graves constatées<br>(déclenché par le SPANC, éventuellement suite à la demande du maire de la commune concernée) | | |
| **Redevances de Contrôle de Conception (CC)**<br>*(examen préalable de la conception, en référence à l'art. 3 de l'arrêté du 27/04/12 relatif aux modalités de contrôle d'ANC et à l'art. L2224-8 du CGCT)* | | | |
| CCn | Contrôle de conception pour une installation d'ANC neuve<br>(dans le cadre d'une demande de permis de construire) | 120 € | 70 € |
| CCrp | Contrôle de conception dans le cas d'une réhabilitation obligatoire à la suite d'un CDp | | |
| CCrv | Contrôle de conception dans le cas d'une réhabilitation obligatoire à la suite d'un CDv | | |
| CCrd | Contrôle de conception dans le cas d'une réhabilitation obligatoire à la suite d'un CDd | | |
| CCrs | Contrôle de conception dans le cas d'une réhabilitation volontaire spontanée | | |
| **Redevances de Contrôle d'Exécution (CE)**<br>*(vérification d'exécution des travaux, en référence à l'art. 3 de l'arrêté du 27/04/12 relatif aux modalités de contrôle d'ANC et à l'art. L2224-8 du CGCT)* | | | |
| CEn | Contrôle d'exécution pour une installation d'ANC neuve<br>(dans le cadre d'une demande de permis de construire) | | 70 € |
| CErp | Contrôle d'exécution dans le cas d'une réhabilitation obligatoire à la suite à d'un CDp | | |
| CErv | Contrôle d'exécution dans le cas d'une réhabilitation obligatoire à la suite à d'un CDv | | |
| CErd | Contrôle d'exécution dans le cas d'une réhabilitation obligatoire à la suite à d'un CDd | | |
| CErs | Contrôle d'exécution dans le cas d'une réhabilitation volontaire spontanée | | |

REÇU EN PREFECTURE
le 07/04/2025
Application agréée E-legalite.com
SPANC CCTR - REGIE 2024
99_DE-068-246800577-20250403-2025_2_27-D

Fréquence des contrôles :

Afin d'appréhender le coût du service pour l'usager, il convient également de préciser la périodicité des contrôles qui ont été mis en lien avec le délai de réhabilitation selon la délibération du Conseil Communautaire du 01/12/2022 modifiant le règlement du service :

| Etat de conformité de l'installation d'ANC : | Délai de réhabilitation | Périodicité de base | Prolongation possible |
|---|---|---|---|
| Installation d'ANC **conforme** voir présentant un sous-dimensionnement mineur d'un ou plusieurs de ses éléments constitutifs et/ou présentant un ou plusieurs défauts mineurs de conception, d'usure, de fonctionnement ou d'entretien | (sans objet) | Filières traditionnelles utilisant le pouvoir épurateur du sol et Filtre planté agréé : **8 ans** | Filières traditionnelles utilisant le pouvoir épurateur du sol : **2 ans** si transmission d'au moins un justificatif de vidange sur la période de base précédente de 8 ans<br>Filtre planté agréé : **2 ans** si transmission de justificatifs d'entretien sur la période de base précédente de 8 ans |
| | | Filtre compact agréé : **6 ans** | **4 ans** si transmission de justificatifs d'entretien sur la période de base précédente de 8 ans |
| | | Microstation agréé : **4 ans** | **4 ans** si transmission d'au moins un justificatif de vidange sur la période de base précédente de 4 ans<br>**6 ans** si transmission d'au moins un justificatif de vidange ainsi que des justificatifs de maintenance sur la période de base précédente de 4 ans |
| Installation d'ANC de **conformité globale acceptable** mais présentant un sous-dimensionnement important d'un ou plusieurs de ses éléments constitutifs et/ou présentant un ou plusieurs défauts importants de conception, d'usure, de fonctionnement ou d'entretien | | Filières traditionnelles utilisant le pouvoir épurateur du sol **6 ans** | **2 ans** si transmission d'au moins un justificatif de vidange sur la période de base précédente de 6 ans |
| Installation d'ANC **non conforme car incomplète ou inadaptée** (présentant un sous-dimensionnement significatif d'un ou plusieurs de ses éléments constitutifs et/ou présentant un ou plusieurs défauts majeurs de conception, d'usure, de fonctionnement ou d'entretien) **mais ne présentant pas de danger pour la santé des personnes** (ou de risque environnemental avéré) | **1 an** maximum après la date du prochain acte de vente (par le propriétaire-acquéreur) | **6 ans** | |

REÇU EN PREFECTURE
le 07/04/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-068-246800577-20250403-2025_2_27-D

| | | | |
|---|---|---|---|
| Installation d'ANC<br>**non conforme**<br>**car incomplète ou inadaptée**<br>(présentant un<br>sous-dimensionnement significatif<br>d'un ou plusieurs de ses éléments<br>constitutifs<br>et/ou présentant<br>un ou plusieurs défauts majeurs<br>de conception, d'usure, de<br>fonctionnement ou d'entretien<br>**et présentant**<br>**un danger pour la santé des personnes**<br>(ou un risque environnemental avéré) | **4 ans** maximum<br>suivant la date<br>du contrôle-<br>diagnostic<br>OU<br>en cas de vente<br>immobilière,<br>1 an maximum<br>après la date du<br>prochain acte de vente<br>(par le propriétaire-<br>acquéreur) | **4 ans**<br>(au terme du délai<br>de réhabilitation<br>obligatoire<br>par le propriétaire) | |
| **Absence** d'installation d'ANC | **Dans les meilleurs délais**<br>OU<br>en cas de vente<br>immobilière,<br>1 an maximum<br>après la date du<br>prochain acte de vente<br>(par le propriétaire-<br>acquéreur) | **4 ans** | |

| | | |
|---|---|---|
| **Installation d'ANC > 20 EH** (et < 200 EH) | Conforme : | **5 ans** |
| | Conformité globale acceptable : | **4 ans** |
| | Non conforme<br>mais ne présentant pas<br>de dangers et/ou de risques : | **3 ans** |
| | Non conforme<br>mais présentant<br>un danger et/ou un risque : | **2 ans** |
| | Absence d'installation d'ANC : | **2 ans** |

## III.2 Dépenses et recettes

Les dépenses et les recettes du SPANC en 2024 sont détaillées dans le tableau ci-après :

Voir CFU SPANC 2024 en annexe 1

REÇU EN PREFECTURE
le 07/04/2025
Application agréée E-legalite.com
SPANC CCTR - RPQS 2024
99_DE-068-246800577-20250403-2025_2_27-D

# IV - Performance environnementale du service

Le tableau de la page suivante indique l'état et le taux de conformité du « parc » d'installations d'ANC au 31/12/2024.

Taux de conformité des installations d'ANC :

Il s'agit de l'indicateur de performance P301.3 qui permet d'évaluer la protection du milieu naturel découlant de la maîtrise des pollutions domestiques.

Il mesure le niveau de conformité des installations d'ANC sur le champ territorial du service, en établissant un ratio entre :

- d'une part, le nombre d'installations contrôlées jugées conformes ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité connue et validée par le service depuis la création du service jusqu'au 31/12/2012
- d'autre part, le nombre total d'installations contrôlées depuis la création du service jusqu'au 31/12/2012.

**Attention** : cet indice ne doit être calculé que si l'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif est au moins égal à 100.

$$\text{taux de conformité des dispositifs d'assainissement collectif} = \frac{\text{nombre d'installations contrôlées conformes ou mises en conformités}}{\text{nombre total d'installations contrôlées}} * 100$$

| | Au 31/12/2024 |
|---|---|
| Nombre d'installations d'ANC conformes | 304 |
| Nombre total d'installations d'ANC (situées en zone d'ANC) | 721 |
| Taux de conformité en % | **42.2 %** |

*+0.3% par rapport à 2023*

Ci-après, l'évolution du taux de conformité depuis 2012 :

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | CCPR | CCPR | CCPR | CCPR | CCPR | CCPR | CCPR | CCPR | CCPR | CCPR | CCPR | CCPR | CCPR |
| **Nombre total** d'installations d'ANC **(situées en zone d'ANC et en zone d'AC)** | 693 | 681 | 690 | 685 | 695 | 709 | 727 | 740 | 750 | 758 | 741 | 745 | 748 |
| Nombre d'installations d'ANC **"pérennes" (situées en zone d'ANC)** | 659 | 647 | 639 | 635 | 660 | 674 | 685 | 697 | 707 | 715 | 712 | 718 | 721 |
| **1** Installation d'ANC **conforme** | 94 | 118 | 150 | 91 | 113 | 118 | 136 | 164 | 178 | 186 | 217 | 226 | 228 |
| **2** Installation d'ANC **de conformité globale acceptable** | | | | 76 | 79 | 79 | 77 | 78 | 78 | 78 | 77 | 75 | 76 |
| **3** Installation d'ANC **non conforme mais ne présentant pas de danger pour la santé des personnes** | | | 381 | 263 | 256 | 254 | 249 | 245 | 245 | 244 | 241 | 235 | 239 |
| **4** Installation d'ANC **non conforme et présentant un danger pour la santé des personnes** | | | | 137 | 151 | 149 | 150 | 137 | 136 | 137 | 110 | 109 | 107 |
| **5 Absence d'installation d'ANC** | | | 108 | 70 | 76 | 76 | 74 | 73 | 72 | 72 | 73 | 71 | 71 |
| **Taux de conformité** | 14.3% | 18.2% | 23.5% | 26.3% | 29.1% | 29.2% | 31.1% | 34.7% | 36.2% | 36.9% | 41.3% | 41.9% | 42.2% |

REÇU EN PREFECTURE
le 07/04/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-068-246800577-20250403-2025_2_27-D

REÇU EN PREFECTURE
Le 07/04/2025
Application agréée E-Actes
SPANC CCPR - RAPPORT 2024
99_DE-068-246800577-20250403-2025_2_27-D

| | Nombre d'installations d'ANC "provisoires" (situées en zone d'AC) | Nombre d'installations d'ANC "pérennes" (situées en zone d'ANC) | **Conformité** (selon l'arrêté "Contrôles ANC" du 27/04/12) | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | **1** Installation d'ANC **conforme** **voir** présentant un sous-dimensionnement mineur d'un ou plusieurs de ses éléments constitutifs et/ou présentant un ou plusieurs défauts mineurs de conception, d'usure, de fonctionnement ou d'entretien | **2** Installation d'ANC **de conformité globale acceptable** **mais** présentant un sous-dimensionnement important d'un ou plusieurs de ses éléments constitutifs et/ou présentant un ou plusieurs défauts importants de conception, d'usure, de fonctionnement ou d'entretien | **3** Installation d'ANC **non conforme** car incomplète ou inadaptée et/ou présentant un sous-dimensionnement significatif d'un ou plusieurs de ses éléments constitutifs et/ou présentant un ou plusieurs défauts majeurs de conception, d'usure, de fonctionnement ou d'entretien **mais ne présentant pas de danger pour la santé des personnes** (ou de risque environnemental avéré) **> Réhabilitation obligatoire par le propriétaire-acquéreur dans le délai de 1 an suivant la date du prochain acte de vente** | **4** Installation d'ANC **non conforme** **et présentant un danger pour la santé des personnes (ou un risque environnemental avéré)** car incomplète ou inadaptée et/ou présentant un sous-dimensionnement significatif d'un ou plusieurs de ses éléments constitutifs et/ou présentant un ou plusieurs défauts majeurs de conception, d'usure, de fonctionnement ou d'entretien **> Réhabilitation obligatoire par le propriétaire actuel dans le délai de 4 ans suivant la date du prochain contrôle-diagnoctic périodique** (si vente, 1 an maximum après la date de l'acte de vente) | **5** **Absence** **d'installation d'ANC** **> Réhabilitation obligatoire par le propriétaire actuel dans les meilleurs délais** (1 an) **suivant la date du prochain contrôle-diagnoctic périodique** (si vente, 1 an maximum après la date de l'acte de vente) |
| AUBURE | 4 | 12 | 6 | 2 | 3 | 1 | 0 |
| BEBLENHEIM | 0 | 12 | 3 | 3 | 5 | 1 | 0 |
| BENNWIHR | 0 | 2 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 |
| BERGHEIM | 1 | 27 | 12 | 4 | 10 | 1 | 0 |
| GUEMAR | 0 | 112 | 30 | 23 | 57 | 2 | 0 |
| HUNAWIHR | 0 | 3 | 2 | 0 | 1 | 0 | 0 |
| ILLHAEUSERN | 0 | 325 | 100 | 24 | 105 | 37 | 59 |
| MITTELWIHR | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| OSTHEIM | 1 | 21 | 7 | 0 | 9 | 5 | 0 |
| RIBEAUVILLE | 5 | 106 | 37 | 8 | 25 | 34 | 2 |
| RIQUEWIHR | 0 | 36 | 10 | 5 | 4 | 8 | 9 |
| RODERN | 4 | 9 | 4 | 0 | 0 | 5 | 0 |
| RORSCHWIHR | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SAINT HIPPOLYTE | 1 | 14 | 2 | 2 | 4 | 5 | 1 |
| THANNENKIRCH | 9 | 41 | 15 | 4 | 14 | 8 | 0 |
| ZELLENBERG | 0 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| **Totaux CCPR** | **27** | **721** | **228** | **76** | **239** | **107** | **71** |
| | | | *31.6%* | *10.5%* | *33.1%* | *14.8%* | *9.8%* |
| | | | **304** | | **239** | **178** | |
| | | | *42.2%* | | *33.1%* | *24.7%* | |

# V – Projets (actions, travaux, investissements,…)
## et évolutions prévisibles du service en 2025 et au-delà
(en vue d'améliorer sa qualité et sa performance environnementale)

**Missions 2025 et au-delà** :

- Contrôles-diagnostics dans le cadre des ventes (aléatoire)
- Contrôles-diagnostics périodiques selon le nouveau règlement de service en vigueur au 01/01/2023
- Contrôles de conception et d'exécution dans le cadre de permis de construire (aléatoire)
- Conseil et assistance aux usagers (conception, exécution, fonctionnement (entretien)
- Relances :
  - > Installations d'ANC non conformes suite à une vente (depuis le 01/01/2011)
  - > Installations d'ANC non conformes et présentant un risque sanitaire

**Autres missions et/ou projets :**

- Assistance aux communes (Validation du Zonage d'assainissement de la Commune d'ILLHAEUSERN -> Convention d'assistance)
- Révision éventuelle des zonages d'assainissement des communes (en concertation avec les communes et les services publics d'assainissement collectif)
- Participation à l'étude de transfert des compétences « Eau potable » et « Assainissement »

REÇU EN PREFECTURE
le 07/04/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-068-246800577-20250403-2025_2_27-D

**Annexe 1 :** CFU SPANC 2024 (extrait section d'exploitation)

EPCI - CDC PAYS RIBEAUVILLE - SPANC - CDC PAYS RIBEAUVILLE - - 2024

| II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE | II |
|---|---|
| DÉPENSES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE | A1.1 |

DEPENSES D'EXPLOITATION

| Chapitre | Intitulé | Prévisions (a) | Réalisations Mandats émis (b) | Rattachements (c) | Total réalisations (d = b+c) | Taux de réalisation (d/a) | Restes à réaliser (1) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Chapitre 011 | Charges à caractère général | 1 000,00 | 220,54 | 0,00 | 220,54 | 22,05 | 0,00 |
| Chapitre 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 6 000,00 | 5 612,65 | 0,00 | 5 612,65 | 93,54 | 0,00 |
| Chapitre 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 65 | Autres charges de gestion courante | 250,00 | 225,00 | 0,00 | 225,00 | 90,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses de gestion courante** | | **7 250,00** | **6 058,19** | **0,00** | **6 058,19** | **83,56** | **0,00** |
| Chapitre 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 67 | Charges exceptionnelles | 900,00 | 891,00 | 0,00 | 891,00 | 99,00 | 0,00 |
| Chapitre 68 | Dotations aux provisions et dépréciat* | 50,00 | 45,00 | 0,00 | 45,00 | 90,00 | 0,00 |
| Chapitre 69 | Impôts sur les bénéfices et assimilés(2) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | | | | | |
| **Total des dépenses réelles d'exploitation** | | **8 200,00** | **6 994,19** | **0,00** | **6 994,19** | **85,30** | **0,00** |
| *Chapitre 023* | *Virement à la section d'investissement* | *5 550,00* | | | | | |
| *Chapitre 042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (3)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *Chapitre 043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (3)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre d'exploitation*** | | ***5 550,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| **Total des dépenses d'exploitation de l'exercice** | | **13 750,00** | **6 994,19** | **0,00** | **6 994,19** | **50,87** | **0,00** |
| **002 Résultat d'exploitation reporté** | | **29 131,95** | | | | | |
| **Total des dépenses de la section d'exploitation** | | **42 881,95** | **6 994,19** | **0,00** | **6 994,19** | | **0,00** |

(1) dépenses engagées non mandatées
(2) ce chapitre n'existe pas en M49
(3) DE 042 = RI 040 ; DE 043 = RE 043

REÇU EN PREFECTURE
le 07/04/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-068-246800577-20250403-2025_2_27-D

# II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

## RECETTES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

| Chapitre | Intitulé | Prévisions (a) | Réalisations Titres émis (b) | Rattachements (c) | Total réalisations (d = b+c) | Taux de réalisation (d/a) | Restes à réaliser (1) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Chapitre 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 70 | Ventes produits fabriqués, prestations | 2 250,00 | 1 715,00 | 0,00 | 1 715,00 | 76,22 | 0,00 |
| Chapitre 73 | Produits issus de la fiscalité(2) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 74 | Subventions d'exploitation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 75 | Autres produits de gestion courante | 40 561,95 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes de gestion courante** | | **42 811,95** | **1 715,00** | **0,00** | **1 715,00** | **4,01** | **0,00** |
| Chapitre 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 78 | Reprises sur provisions et dépréciations | 70,00 | 69,00 | 0,00 | 69,00 | 98,57 | 0,00 |
| **Total des recettes réelles d'exploitation** | | **42 881,95** | **1 784,00** | **0,00** | **1 784,00** | **4,16** | **0,00** |
| *Chapitre 042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (3)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *Chapitre 043* | *Opérat° ordre intérieur de la section* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des recettes d'ordre d'exploitation*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| **Total des recettes d'exploitation de l'exercice** | | **42 881,95** | **1 784,00** | **0,00** | **1 784,00** | **4,16** | **0,00** |
| **002 Résultat d'exploitation reporté** | | **0,00** | | | | | |
| **Total des recettes de la section d'exploitation** | | **42 881,95** | **1 784,00** | **0,00** | **1 784,00** | | **0,00** |

(1) recettes justifiées non titrées
(2) ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43
(3) RE 042 = DI 040

REÇU EN PREFECTURE
le 07/04/2025
Application agréée E-legalite.com
SPANC CDC PAYS RIBEAUVILLE 2024
99_DE-068-246800577-20250403-2025_2_27-D